



# La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?

**By/Par** | **Benoît Lallau**  
UMR Clersé-CNRS, Lille  
benoit.lallau@univ-lille.fr

## **ABSTRACT**

Interest for the concept of resilience is growing within development studies, facing climate change and other environmental risks. It has been first studied by the social ecological systems researchers. However we need, first to analyze the relevance and scope of this concept at the micro level, second to focus on the links between resilience and sustainable development. Our framework integrates the capability approach and an economic analysis of risk management, and stresses on the individual abilities to prevent risks and to cope with shocks. It leads to consider the possibility of consider resilience as an end of sustainable development. This raises two major difficulties, relating to the complexity of the individual agencies' analysis and to the articulation of these agencies with collective dynamics.

**Key-words:** Resilience, social ecological system, vulnerability, capability, socially sustainable development

## **RÉSUMÉ**

Du fait de la montée des périls environnementaux, le concept de résilience fait l'objet d'une attention croissante dans le champ du développement. Il a d'abord été exploré dans le champ des analyses systémiques, celui des systèmes socio-écologiques en particulier. Il convient toutefois, d'une part d'interroger la pertinence et la portée de ce concept au niveau microéconomique, d'autre part d'interroger les liens qui l'unissent au développement durable.

Le cadre conceptuel proposé articule l'approche par les capacités et l'analyse économique de la gestion des risques, permettant de mettre en avant les capacités d'action face aux risques et de réaction face aux chocs.

Il conduit à envisager la possibilité de faire de la résilience une finalité d'un développement durable. Ceci soulève deux difficultés majeures, tenant à la complexité de l'analyse des capacités d'action individuelles, et à l'articulation de ces capacités avec des dynamiques collectives.

**Mots-clés :** Résilience, système socio-écologique, vulnérabilité, capacité, développement socialement durable

JEL classification: Q01, O12

*Éthique et Économie/Ethics and Economics, 8 (1), 2011,*  
<http://ethique-economique.net/>

## **INTRODUCTION : VERS UNE APPROCHE ECONOMIQUE DE LA RESILIENCE<sup>1</sup>**

Cet essai s'appuie sur deux constats. Le premier, usuel, tient à la difficulté, au-delà des définitions communément admises et diffusées, de proposer une approche opératoire de la durabilité, à la fois solide sur le plan conceptuel et applicable sur le plan empirique. Le second concerne le champ de l'analyse des risques, notamment ceux liés aux évolutions climatiques en cours. Ces risques climatiques ont fait ces dernières années l'objet de nombreux travaux, centrés sur la "capacité à faire face" des sociétés humaines et des écosystèmes. La problématique de "l'adaptation" devient alors un thème central dans les discours et les pratiques des institutions internationales et nationales en charge du développement, qui se concentrent désormais davantage sur les urgences climatiques de court terme que sur le moyen et le long terme qu'induisent, par définition, le développement (Poverty-Environment Partnership, 2003). Caractère encore nébuleux d'un concept d'un côté, primat de l'urgence face aux risques de l'autre... Ne pouvons-nous pas associer ces deux aspects de la pensée contemporaine du développement, en explorant les liens entre la durabilité et la gestion des risques ? Telle est l'ambition de cet essai.

Pour ce faire, nous mobilisons un concept en émergence au sein de notre discipline, celui de résilience. Issu de champs disciplinaires aussi différents que la physique des matériaux et la pédopsychiatrie, et défini comme capacité à faire face aux chocs, ce concept, désormais aussi économique, est en effet de plus en plus usité à la fois lorsque l'on parle de développement et quand on aborde les urgences environnementales. Il l'est certes surtout dans le champ des analyses (éco)systémiques (section 2), mais nous souhaitons aussi en évaluer la portée analytique pour les comportements individuels. La résilience individuelle, dont nous devons cerner précisément les contours, constitue-t-elle une condition d'un développement durable (section 3), et en retour, doit-elle guider les politiques mises en œuvre au nom de cette durabilité (Section 4)? Autrement dit, la résilience individuelle peut-elle être à la fois un *moyen* et une *fin* d'un développement dit durable ?

---

<sup>1</sup> Une première version de cet article a été présentée lors du colloque international « La problématique du développement durable vingt ans après : nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques, et domaines d'extension », à Lille, les 20-22 novembre 2008.

## **LA RÉSILIENCE ET LA DURABILITE : APERÇU DES APPROCHES SYSTEMIQUES**

### *La résilience des systèmes socio-écologiques*

Issu de la physique des matériaux, la notion de résilience est aussi, depuis plusieurs décennies, très largement usitée en écologie, en particulier dans l'analyse des écosystèmes et des changements auxquels ils sont confrontés (Folke, 2006, pour une revue ; Resilience Alliance, 2002). C'est ainsi dans un article majeur de Holling (1973) que l'on peut trouver les origines de l'approche systémique des changements climatiques et environnementaux. Sa définition de la résilience est encore au cœur de nombreux travaux : *“a measure of the persistence of systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables”* (1973, 14).

Ces travaux ont montré que les changements d'état des écosystèmes sont le plus en plus la conséquence des actions humaines, qui réduisent la résilience de ces écosystèmes, et qu'en retour cette moindre résilience influe sur les conditions d'existence et le développement (Adger, 2000 ; Gunderson et Holling, 2002 ; Folke & al., 2002). C'est cette interaction, et le caractère jugé artificiel et arbitraire de la séparation entre système social et écosystème, qui conduisent à l'émergence de la notion de système socio-écologique ; une notion fondée, donc, sur une approche *“humans-in-nature”*.

Sans prétendre à l'exhaustivité, il se dégage de cette vaste littérature que trois caractéristiques des systèmes socio-écologiques déterminent leurs trajectoires, leur résilience d'une part, leur adaptabilité d'autre part, leur aptitude à transformation (*transformability*) enfin.

La résilience d'un système socio-écologique renvoie toujours à la capacité interne à faire face à une perturbation exogène : *“the capacity of a system to absorb disturbance and reorganize while undergoing change so as to still retain essentially the same function, structure, identity and feedbacks”* (Walker & al., 2004).

Elle dépend de son adaptabilité (*adaptive capacity*) qui est principalement déterminée par sa composante sociale, c'est-à-dire les individus ou les groupes et leur capacité d'action : *“the capacity of actors in the system to influence resilience (in a SES, essentially to manage it)”* (Walker & al., 2004). Dans cette perspective, si l'on va bien plus loin que la capacité d'adaptation étudiée en biologie (qui n'est que capacité à vivre et à se reproduire), on ne s'attache toutefois pas à évaluer la résilience des individus, celle-ci ne faisant sens qu'au niveau systémique.

L'aptitude à la transformation va toutefois au-delà de cette adaptation des acteurs au sein d'un système donné, puisqu'elle renvoie à l'émergence d'un nouveau système, lorsque l'ancien est atteint de manière irréversible par un ou des chocs : *“capacity to*

*create a fundamentally new system when ecological, or social structures make the existing system untenable*” (Walker & al., 2004).

La frontière entre ces déterminants des évolutions de systèmes socio-écologiques n'est pas toujours simple à établir. Elle dépend d'abord de l'échelle à laquelle on considère le système. La distinction interne-externe et l'étude des interactions entre échelles, essentielles dans ces analyses, dépendent finalement surtout du choix du système de référence. Elle est aussi très liée à la définition que l'on donne des fonctions essentielles d'un système, celles que la résilience permet de maintenir et qui sont modifiées en cas de transformation, à la fixation de seuils pertinents, etc.

Enfin, le *focus* fait sur la capacité des systèmes socio-écologiques à se maintenir face aux perturbations pose question, dès lors qu'on se situe dans une perspective d'économie du développement, défini ou non comme durable. *“The more resilient a system, the larger the disturbance it can absorb without shifting into an alternate regime”*, résumant ainsi Walker & al. (2006). Ne risque-t-on pas de tendre à une vision figée de l'évolution des sociétés ? Autrement dit, développement durable et résilience des systèmes socio-écologiques peuvent-ils être, et sous quelles conditions, compatibles ?

*Développement durable et résilience des systèmes socio-écologiques sont-ils compatibles ?*

L'analyse des systèmes socio-écologiques et de leur résilience est présentée par ces auteurs comme une contribution majeure aux problématiques du développement durable<sup>2</sup>. Adger (2003) s'interroge ainsi sur les conditions d'une émergence conjointe de la durabilité et de la résilience. Selon lui, ces conditions tiennent principalement aux capacités locales d'action et de réaction (*local reliance*): *“Sustainability, the promotion of resilience, and the avoidance of vulnerability are directly related to equity, autonomy, and freedom, arising from the entitlement and access to resources and to security”* (Adger, 2003, 3). De manière assez proche, Folke et al (2002) insistent sur l'importance des institutions et de leur flexibilité. Gunderson et Holling (2002) cernent les contours d'un *“adaptive management”*, et Walker & al. (2006) analysent le rôle conjoint des modes de gouvernance et des dotations de capital pour empêcher certaines irréversibilités.

<sup>2</sup> Perrings, étudiant les systèmes écologico-économiques, pose d'ailleurs que toute stratégie de développement n'est durable que si elle est résiliente, c'est-à-dire si les effets – positifs – qu'elle induit sont pérennes : *“A development strategy is not sustainable if it is not resilient: i.e. if it involves a significant risk that the economy can be flipped from a desirable state (path) into an undesirable state (path), and if that change is either irreversible or only slowly reversible”* (Perrings, 2006, 418) McEntire va plus loin puisqu'il propose de substituer au concept de développement durable, celui de *“développement non vulnérable”* : *“invulnerable development is development pursued in such a manner as to address vulnerabilities, and thereby decrease the probability that social, political and economic progress will be set back by disaster”* (McEntire, 1998, 216).

L'accent est ainsi généralement mis sur la diversité et la complexité comme vecteurs de durabilité. Mais, de nouveau, la distinction entre résilience et capacité d'adaptation n'est pas toujours clairement identifiée. Et lorsque l'on intègre les différentes dimensions de la durabilité, et l'ensemble des risques (qui ne sont pas évidemment pas que climatiques) et des opportunités, induits par la globalisation, les liens entre cette durabilité et la résilience se font plus confus.

En premier lieu, s'il n'y a guère de débats sur le caractère négatif d'un événement climatique majeur, tel qu'une inondation, une sécheresse, d'autres types de "perturbations" posent davantage de difficultés d'analyse, et induisent un positionnement normatif préalable : l'essor du marché, une politique publique entreprise au nom du développement national, perturbent le système socio-écologique préexistant, doivent-ils pour autant être rejetés au nom de la résilience ? Une approche systémique centrée sur la résilience risque ainsi de conduire à un refus de toute évolution, à un rejet de tout développement, "durable" ou non - le développement pouvant être fondamentalement défini comme un changement de système.

En second lieu, même lorsque les chocs négatifs et positifs sont bien distingués par une position normative claire et dans le cas de chocs aussi peu problématiques que les événements climatiques destructeurs, la résilience n'est pas nécessairement perçue comme positive "*Resilience is not always a good thing. Sometimes change is desirable*" (Walker & al., 2004). Et encore: "*Socioecological systems can sometimes get trapped in very resilient but undesirable regimes in which adaptation is not an option. Escape from such regimes may require large external disruptions or internal reformations to bring about change*" (Walker & al., 2006). Cette "résilience négative" (Gallopín, 2006, 301) éclaire les relations entre les deux concepts : non seulement résilience et durabilité ne se confondent pas, mais ils ne vont pas non plus nécessairement dans le même sens. La durabilité pourra certes comporter certains éléments de résilience (face aux chocs et aux irréversibilités liées), mais dépendra aussi des capacités humaines d'adaptation et des possibilités de transformation, c'est-à-dire de changements majeurs dans les relations liant, sur un espace et un pas de temps donnés, la société humaine et les écosystèmes.

### **APPROCHE MICROECONOMIQUE : DE LA VULNERABILITE A LA RESILIENCE**

Nous relevons ainsi deux limites de l'analyse des systèmes socio-écologiques dans son rapport à la durabilité. Tout d'abord, bien que l'on y prête attention aux interactions entre échelles au sein des systèmes, l'individu est peu pris en compte, si ce n'est comme agent de l'adaptation du système l'englobant. Ensuite, l'idée de résilience des systèmes socio-écologiques, si elle fait sens dans les études des

événements climatiques catastrophiques, n'est pas dénuée d'ambiguïtés sur le plan du développement et de la durabilité de ce dernier. Une tentative de dépassement de ces deux limites consiste à évaluer les apports d'une définition et d'une évaluation de la résilience au niveau individuel.

#### *Les fondements d'une approche microéconomique de la résilience*

L'approche de la résilience individuelle se fonde sur et tend à articuler trois champs de recherche différents.

Le premier relève de la psychologie, car c'est au sein de cette discipline que la notion de résilience a tout d'abord été appliquée aux individus, comme capacité d'adaptation suite à un événement ou une succession d'événements négatifs, voire traumatisants (Thomas, 2008). Les analyses en termes de *subjective well-being*, proches de la tradition utilitariste (Diener & ali, 1999), empruntent ainsi beaucoup aux travaux de la psychologie en termes de *coping* (Lazarus & Folkman, 1984).

Le deuxième champ mobilisé est celui de l'analyse microéconomique de la vulnérabilité, qui constitue une extension, dans une perspective dynamique, de l'analyse de la pauvreté. La vulnérabilité est y considérée comme une menace, celle de tomber - ou de retomber - dans une situation de pauvreté (Alwang & al., 2001). Au-delà de ce point de départ commun, de nombreuses nuances peuvent toutefois être trouvées au sein de l'abondante littérature récente, entre approches unidimensionnelles, rendant compte des évolutions autour d'un seuil de pauvreté monétaire, et multidimensionnelles, souvent basées sur les stratégies de détention d'actifs (Lallau, 2008).

Dans le prolongement de ces analyses multidimensionnelles, l'approche des capacités constitue le troisième champ mobilisé ici. Les capacités représentent « *l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non* » (Sen, 1992, 12), c'est-à-dire leurs libertés réelles. Elles découlent de la conversion des potentialités des personnes (liées pour l'essentiel à leurs différentes dotations en capital : monétaire, physique, humain, social), via les opportunités (marchandes et non marchandes) qu'elles parviennent à saisir au cours de leur existence. Potentialités et opportunités déterminent donc l'ampleur des possibilités d'être et d'agir accessibles aux personnes, c'est-à-dire aussi leur capacité à affronter les risques encourus.

En se centrant sur la capacité d'action de l'individu face aux risques plutôt que sur sa vulnérabilité, on peut alors introduire la notion de résilience. Nous la définissons ici comme capacité à anticiper ce qui peut l'être (se prémunir des « coups du sort »), à réagir à ce qui survient de manière imprévue (tirer parti des « coups du sort »), mais aussi à aspirer à une amélioration réalisable de sa situation. Une faible résilience se traduit souvent par le primat de stratégies défensives, visant à sauvegarder ce qui peut l'être, par une gestion de l'urgence teintée de fatalisme et d'attentisme, alors

qu'une forte résilience permet l'adaptation des pratiques productives, des modes d'accumulation du capital, des réorientations majeures de stratégie (Rousseau, 2005). La résilience individuelle est tout à la fois capacité à résister, à s'adapter, et à transformer ce qui doit l'être afin de reconstituer et de développer les capacités. Une telle expansion des capacités constituant, au sein de l'approche éponyme, le critère central de la durabilité (*cf. infra*), nous voyons apparaître, bien plus clairement que dans les analyses des systèmes socio-écologiques, la relation positive qui relie cette durabilité et la résilience. Une relation qu'il faut toutefois interroger, en commençant par en envisager des modalités concrètes d'évaluation.

#### *Résilience et durabilité : l'analyse stratégique comme interface*

Puisque la résilience se fonde, on l'a dit, sur les capacités de décision et d'action des personnes, il paraît pertinent de l'évaluer par le biais d'une analyse des stratégies productives. A condition toutefois que nous ne nous limitons pas aux modalités techniques de mise en œuvre de ces stratégies, mais que nous élargissions l'analyse au contexte de décision, aux objectifs poursuivis, aux résultats obtenus et à leur impact tant au niveau individuel qu'au niveau agrégé, et que cette analyse nous permette de renseigner différents indicateurs de durabilité et de résilience. Nous parlons d'une « séquence stratégique » (schéma 1), au sein de laquelle il est possible de distinguer trois ensembles d'indicateurs, évaluant l'efficacité, l'efficacé et la durabilité d'une stratégie productive.

Les indicateurs d'efficacité rendent compte des "fonctionnements résultats", c'est-à-dire des résultats technico-économiques de la stratégie adoptée, évalués en termes de rendements, de revenus, etc. Ces résultats permettent de réaliser certains des objectifs à court terme, de mener à bien certains projets, permettent donc d'atteindre certains fonctionnements-réalisations, ce qu'évaluent les indicateurs d'efficacité. Mais la durabilité de la stratégie et de sa mise en œuvre est évaluée en fonction de l'impact sur les capacités des personnes, soit directement, soit indirectement via des effets d'agrégation et/ou un décalage temporel, c'est-à-dire via une estimation de l'impact de cette stratégie sur le système socio-écologique. Enfin, la résilience peut aussi être évaluée dans cette séquence stratégique, puisqu'elle dépend étroitement des capacités des personnes et car elle est très liée à leurs aspirations. On considère alors la stratégie productive comme un *proxy* acceptable de la résilience.

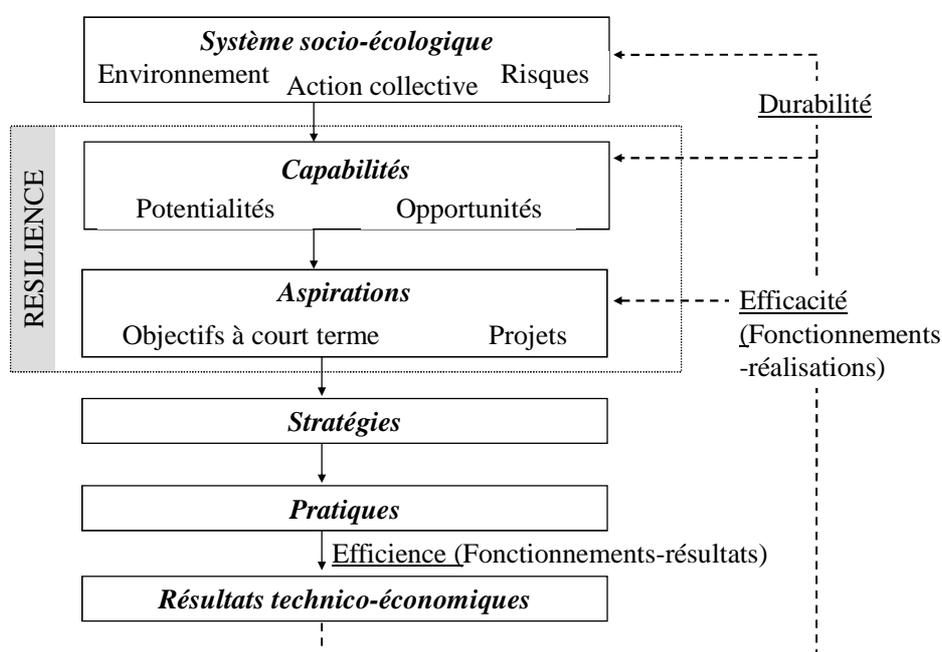
Cette approche stratégique permet de caractériser la relation entre résilience et durabilité, qui tient à sa nature intertemporelle, à l'importance des comportements "rigides", et à la mise en évidence de dynamiques de cercle vicieux<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Cette caractérisation s'appuie sur nos travaux récents, portant sur la marginalisation de paysans centrafricains (Lallau, 2004 ; Lallau et Mbetid-Bessane, 2010), sur les stratégies de survie des maraichers de Kinshasa (Lallau, 2007; Lallau et Dumbi, 2007)

### Schéma 1 : Séquence stratégique et interactions durabilité-résilience

(Adapté de Lallau, 2007)



La nature intertemporelle de cette relation est liée au fait que les stratégies de gestion des risques peuvent s'observer *ex-ante*, avant que les risques ne se matérialisent, et *ex-post*. *Ex-ante*, les personnes peuvent d'abord se prémunir contre les conséquences de la réalisation des risques, par l'assurance et l'épargne, ce qui passe souvent par l'accumulation de capital social. Elles peuvent aussi tenter de réduire leur exposition au risque, via les opportunités qu'elles tentent de saisir. La diversification (dans le temps et l'espace) est ainsi une pratique courante des ruraux pauvres, de même que la spécialisation dans l'activité jugée la moins aléatoire, ou encore la recherche du *statu quo*. Elles peuvent enfin tenter de supprimer le risque lui-même, via des pratiques d'évitement qui, parce qu'elles nécessitent souvent un investissement et donc une

nouvelle prise de risque, sont peu mobilisées par les plus pauvres. Les stratégies adoptées par ces derniers sont, au contraire, majoritairement défensives, étant donnée la faiblesse initiale des « capacités d'être et de faire ». Priment alors les pratiques de type "low risk low return" (Dercon, 2005), c'est-à-dire la saisie d'opportunités qui ne permettent guère d'initier une expansion durable des capacités de choix des personnes, et une paradoxale rigidité dans la flexibilité. Rechercher la flexibilité, c'est privilégier des choix réversibles qui n'engagent pas sur le long terme, qui dispersent les risques. La rigidité, elle, recouvre la volonté de ne pas remettre en cause des procédures qui ont « fait leur preuve », et la réticence vis à vis d'une nouveauté dont on ne maîtrise pas toutes les implications. Elle peut alors constituer un obstacle à la durabilité, car elle est un frein à la capacité d'adaptation des individus face à des changements dans leur environnement naturel ou socio-économique.

Même lorsqu'ils ne se réalisent pas, les risques sont ainsi au centre d'un cercle vicieux : la faiblesse des capacités conduit à des pratiques de prévention qui, en retour, pèsent sur ces mêmes capacités, et qui sont donc, dans la perspective adoptée ici, non durables. *Ex-post*, cette efficacité limitée des stratégies de prévention réduit les possibilités de réagir lorsque l'aléa survient. Face à un choc majeur (décès d'un proche, maladie, incendie, etc.) ou à une succession de chocs, les pauvres n'ont souvent d'autre choix que celui de la décapitalisation ou celui de la rupture avec l'existant. Cette stratégie de l'urgence limite alors les capacités de prévention future, et conduit à l'émergence d'une "trappe de non résilience", une diminution des capacités liée à une faible résilience initiale risquant d'entraîner des dégradations irréversibles, et ce même si les risques ne se réalisent pas.

### **LA RÉSILIENCE INDIVIDUELLE, FINALITE D'UN DEVELOPPEMENT SOCIALEMENT DURABLE ?**

La relation résilience – durabilité est donc aussi une interaction. La résilience, par l'allongement des horizons et la flexibilité qu'elle permet, constitue un moyen pour aller vers davantage de durabilité. Faut-il alors poser que la résilience individuelle constitue en soi un bon proxy de cette durabilité, et qu'elle pourrait, au-delà d'être un moyen, devenir la fin de toute politique mise en œuvre au nom du développement durable ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'interroger la dimension subjective de la résilience individuelle, d'analyser davantage les effets de rétroaction de la séquence stratégique, de redéfinir, enfin, le développement durable, qui devient alors un développement socialement durable.

*De l'individu à la personne : les ambiguïtés de l'agencéité*

Pour devenir la finalité du développement durable, la résilience doit pouvoir être définie sur la base de critères objectifs. Nous nous heurtons alors, d'une part à son caractère - pour partie au moins - subjectif, d'autre part à la difficulté d'articuler liberté et responsabilité.

Au sein de l'approche des capacités, les stratégies individuelles sont analysées de manière à la fois objectives et situées ; on parle d'objectivité située (*positional objectivity*) chez Sen (1993). La résilience, lorsqu'elle est approchée de manière objective, se fonde sur la mise en évidence des dotations en capital et des opportunités des individus concernés. Mais, en étant « située », elle a aussi une dimension subjective : l'individu pauvre se sait, se sent aussi vulnérable, et ceci a une incidence sur ses choix.

Ces deux facettes de la résilience ne sont certes pas incompatibles, si l'on a recours au concept de préférence adaptative. Ce concept est au cœur de la critique faite par les tenants de l'approche des capacités aux analyses subjectives du bien-être (Teschl & Comim, 2004). Il correspond à une « mise en conformité par l'agent de ses préférences avec les préférences sur des options qu'il lui est effectivement possible de choisir » (Reboud, 2004, p. 5) : ce qu'il est souhaitable d'obtenir ou de faire peut devenir fonction de ce qu'il est possible d'obtenir ou de faire. Cette adaptation s'ancre dans l'histoire des personnes, dans leurs apprentissages, et se décline à deux niveaux : celui des buts que l'on se fixe et des souhaits que l'on exprime d'une part, celui de la satisfaction retirée par les fonctionnements atteints d'autre part. Le premier niveau renvoie à la notion d'aspiration et à celle, proposée par Appadurai (2004), de *capacity to aspire*. Le second niveau correspond davantage à une rationalisation *a posteriori* des événements vécus, afin que ceux-ci deviennent acceptables. Le point commun entre ces deux niveaux d'adaptation est, très souvent, la résignation. Si donc la résilience se fonde sur les expériences vécues (il n'est pas de résilience sans apprentissage), ces dernières peuvent aussi durablement affecter la capacité d'action propre, ou *agency* (au sens de Giddens, 1987) des individus, et peser sur leurs aspirations (schéma 1). Cette capacité d'action est donc à la fois vécue, issue de contraintes objectives, et perçue, et il devient difficile de distinguer ce qui est souhaité de manière autonome de ce qui ne l'est pas.

L'autre difficulté, liée, tient à ce qui est fait par l'individu de cette capacité d'action, c'est-à-dire à l'intégration de considérations éthiques dans l'analyse de la résilience. L'usage que la personne fait de sa capacité d'action face aux risques dépend ainsi à la fois des conditions matérielles d'existence et des valeurs poursuivies, c'est-à-dire de la responsabilité assumée par la personne (Mahieu, 2005). Nous avons défini ailleurs une "éthique de la survie" (Lallau et Dumbi, 2007), qui recouvre la volonté de survivre, physiquement mais aussi socialement. A l'aune d'une telle éthique, il est jugé bon de « manger », au sens physiologique du terme mais aussi dans un sens plus

général (prendre aujourd'hui ce qui peut être pris, au besoin au détriment des autres), et d'exister, à ses propres yeux (estime de soi) et aux yeux des autres.

Enfin, lorsque l'on quitte les situations d'extrême pauvreté et que l'on analyse la perception des risques dans les sociétés en développement et dans les sociétés "développées", on constate que ce "développement" est à la fois producteur de nouveaux risques objectifs, mais aussi subjectifs, qu'il se traduit par une hausse de la perception des risques et une diminution de leur acceptabilité sociale (Cafiero & Vakis, 2006, 7).

Cette subjectivité ne doit pas être omise par toute politique se destinant, au nom de la durabilité, à renforcer la résilience des publics cibles (Frankenberger & al., 2007).

#### *De l'individu au système socio-écologique : les ambiguïtés du changement d'échelle*

Aborder le concept de résilience dans sa dimension individuelle ne doit pas non plus mener à un oubli de la question, centrale, de l'agrégation. L'évaluation de la durabilité des stratégies passe donc aussi par l'analyse de leurs impacts agrégés sur les systèmes socio-écologiques, via les risques qu'elles induisent, leurs influences sur l'environnement naturel et institutionnel, et les capacités à l'action collective qu'elles développent ou freinent – nous parlons d'agencité collective (Lallau & Dumbi, 2008).

C'est par le biais de ces effets d'agrégation que le cercle vicieux de la non résilience, d'individuel, peut devenir collectif<sup>4</sup>. Par exemple, les stratégies de minimisation des risques (productifs, sociaux, de marchés) adoptées par les maraîchers kinois du fait de leur vulnérabilité, empêchent l'émergence de dynamiques collectives et celle d'une capacité à peser dans les choix d'aménagement urbain et sur les conditions de commercialisation, limitent la diversité des productions et donc celles des opportunités de revenus, contribuent au développement des attaques phytosanitaires, etc. C'est donc le développement de la filière maraîchère dans son ensemble qui se trouve freiné par la faible résilience des individus, avec un effet de rétroaction sur cette même résilience (Lallau, 2007). L'analyse de l'impact de ces stratégies sur la résilience des maraîchers peut donc différer selon l'échelle choisie et le pas de temps retenu. Au niveau individuel, elles ont d'abord, souvent, un impact positif sur les

---

<sup>4</sup> Notons d'ailleurs qu'au sein de l'approche des SSE, de tels décalages liés à l'échelle d'analyse sont aussi mis en évidence ; on parle alors de "*scale mismatches*", la "*panarchy*" consistant plus généralement en l'interaction entre les phénomènes à différentes échelles et entre différents sous-systèmes. Ces décalages peuvent réduire la résilience socio-écologique, avec un mauvais management des ressources naturelles et une diminution du bien-être, lorsque par exemple des phénomènes globaux ne sont traités qu'au niveau local, sans coordination des actions (Cumming & al. 2006; Walker & al., 2006). Ils rendent aussi complexe et incertaine toute évaluation de la durabilité des pratiques et des politiques (Vincent, 2007).

capabilités des maraîchers et peuvent donc être considérées comme durables. Au niveau du système socio-écologique que constitue la filière maraîchère, elles le sont beaucoup moins, puisqu'elles en réduisent les potentialités de développement, ce qui empêche la plupart des maraîchers de dépasser durablement les logiques de la survie.

De la même façon, leur faible résilience conduit les paysans du Sud-Est centrafricain à adopter des stratégies majoritairement défensives, et donc à perpétuer des pratiques extensives empêchant le renouvellement des potentialités productives des écosystèmes (diminution de la biodiversité, érosion des sols, disparition du couvert forestier). Ce qui au final accroît la vulnérabilité de tous, en limitant l'accumulation de capital humain, en accroissant les tensions sociales et empêchant de nouvelles dotations physiques et monétaires (Lallau, 2004).

Il est aussi possible de mettre en évidence des contradictions entre la résilience individuelle et celle perçue à une échelle collective, par exemple à celle d'une communauté (Magis, 2007). Des exemples de telles contradictions peuvent être observés au sein des sociétés pastorales d'Afrique de l'Est, sociétés soumises depuis plusieurs décennies à de multiples épreuves, politiques et climatiques.

L'un de ces exemples nous est fourni par une étude réalisée au sein de populations Turkana au nord-est du Kenya, qui montre bien comment des stratégies individuelles de résilience mettent à mal les rapports communautaires et donc, fragilisent les communautés concernées (Cantoni & Lallau, 2010)<sup>5</sup>. Les stratégies d'adaptation aux difficultés, de communautaires, s'individualisent peu à peu. Il en est ainsi de la gestion, essentielle pour la survie des populations pastorales, des pâtures. Autrefois, le bon fonctionnement du système de production pastoral et la survie de tous les troupeaux dépendaient du fait que les terres étaient gérées de manière communautaire, sans appropriation individuelle des parcelles ; les troupeaux pouvaient se déplacer quasi librement vers d'autres pâtures. Aujourd'hui, sur un territoire utilisable par la communauté qui s'est restreint, une famille qui a pu enclaver une pâture et se l'approprier peut passer plus facilement une année sèche, alors qu'une famille qui dépend uniquement des zones communautaires doit transhumier ou migrer, c'est-à-dire affronter tous les risques que cela comporte pour le troupeau et ceux qui le surveillent, et renoncer à la mise en culture de certaines parcelles. De plus, la nécessité de se déplacer est accentuée par l'augmentation du nombre des zones appropriées individuellement.

---

<sup>5</sup> D'autres exemples peuvent être trouvés dans l'étude réalisée en Ethiopie par Frankenberger & al. (2007), ou encore dans celle menée en Ethiopie et au Kenya par Bollig (2003). Ce dernier insiste en particulier sur les ambivalences du capital social et des institutions communautaires en matière de résilience: "*There is no easy way to decide whether a specific institution contributes to resilience or prevents new adaptations*" (Bollig, 2003, 9).

Mise à mal par des décennies de chocs politiques et environnementaux, incapable d'adapter les dispositifs de solidarité et d'entraide au nouvel environnement, la communauté ne peut donc plus porter de stratégie collective de résilience, et ce sont donc les individus qui élaborent leurs propres stratégies, au détriment éventuel des autres membres de cette communauté (souvent les plus faibles), mais aussi si l'on change de nouveau de pas de temps, peut-être à leur propre détriment à terme, puisqu'ils ne pourront plus compter sur cette communauté en cas de coup dur.

Il peut donc exister, tantôt une complémentarité, tantôt une contradiction dans le contenu empirique des boucles de rétroaction permettant de rendre compte de la durabilité des stratégies adoptées et leur impact sur la résilience des individus. Une politique ayant pour objectif de développer cette résilience, au nom du développement durable, ne doit donc pas omettre cette complexité.

#### *Résilience et durabilité sociale du développement*

Mais de quel développement durable parle-t-on ? Il y a, en matière de durabilité, une autre différence majeure entre les approches systémiques et notre cadre conceptuel. Dans le champ des systèmes socio-écologiques, du fait même de ses origines disciplinaires, ce sont d'abord les évolutions des écosystèmes, donc la dimension environnementale de la durabilité, qui sont privilégiées. Ce n'est que dans un second temps que l'on a intégré les interactions entre ces systèmes écologiques et les "systèmes sociaux", et leurs résiliences respectives (Adger, 2000). L'approche fondée sur la résilience individuelle conduit à mettre d'emblée l'accent, au contraire, sur la durabilité sociale.

Cette notion de durabilité sociale a été particulièrement abordée dans les analyses multidimensionnelles de la pauvreté, telles l'approche des *livelihoods* ou celle des capacités. La première permet de préciser les liens conceptuels existant entre durabilité et résilience, la seconde conduit à tracer les contours d'un développement socialement durable.

Chambers et Conway (1991, 10) définissent ainsi la durabilité sociale: "*Social sustainability refers to whether a human unit (individual, household or family) can not only gain but maintain an adequate and decent livelihood. This has two dimensions, one negative, one positive. The negative dimension is reactive, coping with stress and shocks; and the positive dimension is proactive, enhancing and exercising capabilities in adapting to, exploiting and creating change, and in assuring continuity*". On retrouve bien là les différents éléments de définition de la résilience, qui n'est pas qu'une résistance, un "*coping*", mais aussi une capacité d'adaptation à long terme. En ce sens, la résilience individuelle peut constituer un objectif majeur pour une politique visant à rendre les conditions d'existence durables, donc à tendre vers la durabilité sociale (Scoones, 1998).

Le principe d'un développement socialement durable a aussi été développé au sein d'extensions récentes de l'approche par les capacités. Ballet, Dubois et Mahieu (2004) le définissent ainsi comme "un développement qui garantit aux générations présentes et futures l'amélioration des capacités de bien-être (sociales, économiques ou écologiques) pour tous, à travers la recherche de l'équité d'une part, dans la distribution intra-générationnelle de ces capacités et, d'autre part, dans leur transmission inter-générationnelle". L'une des finalités d'une politique orientée vers ce développement socialement durable sera donc d'empêcher les cercles vicieux de la non résilience et des dégradations irréversibles des capacités à long terme, tant au sein d'une génération qu'entre les générations. La résilience individuelle se retrouve de nouveau au cœur de toute politique "socialement durable" (Lallau & Rousseau, 2008).

### **CONCLUSION : VERS UN "DEVELOPPEMENT RESILIENT" ?**

Au terme de cet essai, quatre éléments essentiels peuvent être mis en avant.

Tout d'abord, on a vu que la résilience individuelle associe les capacités des personnes et leurs aspirations. En ce sens elle s'inscrit dans la dynamique des travaux visant à développer la capacité opératoire de l'approche des capacités. Et ce en la dépassant, puisque d'une part elle entre dans la boîte noire des aspirations individuelles, ce que l'approche initiale fait peu. Car, d'autre part, en passant des capacités – individuelles - à la résilience, il est possible d'introduire une dimension collective, essentielle on l'a vu pour évaluer la durabilité des stratégies et des politiques. La création de la résilience est un processus à la fois individuel et social, tout comme le développement.

Ensuite, le cadre conceptuel proposé conduit à une vision de la durabilité moins fondée sur l'écologie que ce qui est proposé dans les analyses des systèmes socio-écologiques. Il recentre cette question de la durabilité sur la personne humaine et sa capacité d'action. La durabilité sociale, telle que définie ici, constitue alors la fin du développement, la Nature ne constituant qu'un moyen pour parvenir à cette fin.

La résilience peut en outre faire l'objet d'une évaluation rigoureuse, tout d'abord par la formulation d'indicateurs mesurables objectivement (même s'ils relèvent *a priori* de considérations subjectives). Ensuite, par la distinction (et la prise en compte des éventuelles contradictions) entre les indicateurs individuels et les indicateurs "communautaires" ou collectifs. Enfin par la formulation et la hiérarchisation des mesures politiques possibles pour améliorer les résultats des indicateurs retenus.

Une dernière question : Faut-il et peut-on finalement substituer la résilience à la durabilité, un "développement résilient" à un développement durable, à l'instar de ce

que propose McEntire (2000) avec son concept de "développement non vulnérable" ? Il nous semble que, puisque d'une part sur le plan conceptuel la durabilité sociale est très proche de la résilience, puisque d'autre part sur le plan méthodologique cette résilience peut faire l'objet d'une évaluation empirique, l'idée d'un "développement résilient" peut effectivement faire sens, comme conception éthique d'un développement non seulement focalisé sur la question des risques et de leur gestion, mais aussi et surtout centré sur l'Humain.

## RÉFÉRENCES

- Adger, W., 2000. Social and ecological resilience: are they related? *Progress in Human Geography*, 24 (3), 347-364.
- Adger, W., 2003. Why resilience is needed in a globalised world, in *Building resilience to promote sustainability*. IHDP Update 2/2003, 1-3.
- Alwang, J., Siegel, P., Jorgensen, S., 2001. *Vulnerability: A View From Different Disciplines*, The World Bank, Washington, Social Protection Discussion Paper Series n°115, June.
- Appadurai, A., 2004. The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition, in V. Rao & M. Walton (Eds), *Culture and Public Action*, Stanford, Stanford University Press, 59-84.
- Ballet, J., Dubois, J-L., Mahieu, F-R., 2004. A la recherche du développement socialement durable, *Développement Durable & Territoires*, Dossier 3, Février.
- Bollig, M., 2003. Vulnerability and Resilience in Africa. The creation of resilience in two African herder societies, *IHDP Update*, 02/2003.
- Cafiero, C., Vakis, R., 2006. *Risk and Vulnerability Considerations in Poverty Analysis: Recent Advances and Future Directions*, Social Protection Discussion Paper, No 0610, Washington: The World Bank.
- Cantoni, C., Lallau, B., 2010. La résilience des Turkana. Une communauté de pasteurs Kenyans à l'épreuve des incertitudes climatiques et politiques, *Développement Durable et Territoires*, Septembre 2010.
- Chambers, R., Conway, G., 1992. *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21<sup>st</sup> century*. IDS, Working Paper n°296. Brighton: IDS.
- Cumming, G. S., Cumming, D., Redman, C., 2006. Scale mismatches in social-ecological systems: causes, consequences, and solutions . *Ecology and Society*, 11(1), 14.
- Dercon, S., 2005. *Vulnerability: a micro perspective*, Oxford University, April.

- Diener, E., dir, 1999. Subjective Well-Being: Three Decades of Progress. *Psychological Bulletin*, 125 (2), 276-302.
- Folke, C., 2006. Resilience: the emergence of a perspective for social ecological systems analyses, *Global Environmental Change* 16 (3), 253–267.
- Folke, C., Carpenter, S., Elmqvist, T., Gunderson, L., Holling, et al., 2000. *Resilience and sustainable development: building adaptive capacity in a world of transformations*, ICSU Series for Sustainable Development, No 3.
- Frankenberger, T.R., et al., 2007. *Ethiopia: the path to self-resiliency. Final Report*, CHF / CANGO, july.
- Gallopin, G.C., 2006. Linkages between vulnerability, resilience, and adaptative capacity, *Global Environmental Change*, 16, 293-303.
- Giddens, A., 1987. *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Gunderson, L.H., Holling, C.S., ed., 2002. *Panarchy: understanding transformation in human and natural systems*. Island Press, 195-235.
- Holling, C.S., 1973. Resilience and stability of ecological systems, *Annual Review of Ecological Systems*, 4, 1–23.
- Lallau, B., 2004. Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ? *Développement Durable et Territoires*, Dossier 3, Septembre.
- Lallau, B., 2007. Capacités et gestion de l'incertitude. Essai sur les stratégies des maraîchers de Kinshasa, *Journal of Human Development*, 8 (1), March, 153-173.
- Lallau, B., 2008. *La pauvreté en mouvement. Essai sur le développement contemporain de l'analyse microéconomique de la vulnérabilité*, Colloque Pauvreté et misère dans l'histoire de la pensée économique, Lille, 27-28 novembre 2008.
- Lallau, B., Dumbi, C., 2007. L'éthique du mayélé : Les fins et les moyens de la "débrouille" dans la filière maraîchère de Kinshasa, *Mondes en Développement*, 137, mars, 67-80.
- Lallau, B., Dumbi, C., 2008. Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs urbains de Kinshasa (RD Congo), in Dubois, J-L., Brouillet, A-S., Bakhshi, P. Duray-Soundron, C., Eds., *Repenser l'action collective. Une approche par les capacités*, Réseau Impact/L'Harmattan.
- Lallau, B., Rousseau, S., 2009. De la vulnérabilité à la résilience : Une approche par les capacités de la gestion des risques, in S. Becerra & A. Peltier (dir.), *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*, L'Harmattan.
- Lallau, B., Mbétid-Bessane, E., 2010. La résilience des paysans centrafricains. Réflexions conceptuelles, illustrations empiriques et propositions méthodologiques,

Colloque *Agir en situation d'incertitude : Quelles constructions individuelles et collectives des régimes de protection et d'adaptation en agriculture ?*, 22-24 novembre 2010, Agropolis, Montpellier.

Lazarus, R. S., Folkman, S., 1984. *Stress, Appraisal, and Coping*. New York: Springer.

Magis, K., 2007. *Community resilience, literature and practice review*, US Roundtable on Sustainable Forests, August.

Mahieu, F.R., 2005. *Une dimension négligée : La soutenabilité humaine du développement*. Miméo, C3ED/UVSQ, Octobre.

McEntire, D.A., 1998. Pendulum Policies and the Need for Relief and Invulnerable, Development, *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 16 (2), 213–216.

McEntire, D.A., 2000. Sustainability or invulnerable development? Proposals for the current shift in paradigms, *Australian Journal of Emergency Management*, 15 (1), 58-61.

Perrings, C., 2006. Resilience and sustainable development, *Environment and Development Economics*, 11, 417-427.

Poverty-Environment Partnership, 2003. *Poverty and Climate Change: Reducing the Vulnerability of the Poor through Adaptation*, UNDP, UNEP, World Bank, ADB, AfDB, GTZ, DFID, OECD, EC.

Reboud, V., 2004. *Droits, liberté de choix et développement : l'apport théorique et empirique d'une approche par les capacités*, XXèmes journées ATM, Nancy, mai.

Resilience Alliance, 2002. *Background Paper for the World Summit on Sustainable Development 2002*, on behalf of the Environmental Advisory Council to the Swedish Government.

Rousseau, S., 2005. *L'analyse de la vulnérabilité par l'approche des capacités : Le cas des villages ruraux de Madagascar*, thèse de Doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-En Yvelines.

Scoones, I., 1998. Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis, *IDS Working Paper*, No. 72. Institute for Development Studies.

Sen, A., 1992. *Inequality Reexamined*, Oxford University Press.

Sen, A., 1993. Positional Objectivity, *Philosophy and Public Affairs*, 22 (2), 126-145.

Teschl, M., Comim, F., 2004. *Adaptive Preferences and Capabilities: preliminary considerations*, Cambridge, Capability and Sustainability Centre.

Thomas, H., 2008. *Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie*, TERRA-Ed., Coll. "Esquisses", février.

Vincent, K., 2007. Uncertainty in adaptive capacity and the importance of scale. *Global Environmental Change* 17, 12–24.

Walker, B.H., Holling, C.S., Carpenter, S.R., Kinzig, A.P., 2004. Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems, *Ecology and Society*, 9 (2).

Walker, B.H., Gunderson, L.H., Kinzig, A.P., Folke, C., Carpenter, S.R., Schultz, L., 2006. A handful of heuristics and some propositions for understanding resilience in social-ecological systems. *Ecology and Society* 11(1).